



Note conceptuelle

Réunion régionale sur l'emploi des jeunes

24-25 novembre 2017

Rabat, Maroc

Contexte:

Les sociétés arabes sont jeunes. Les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent environ 30% de la population de la région et devraient connaître une prolifération rapide étant donné que la région accueille les taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Comme le souligne le Rapport arabe sur le développement humain de 2016, cette masse démographique de jeunes qui sont au sommet de leurs capacités de travail et de production est un potentiel énorme et peut donc être un moyen majeur de changement vers le développement durable, à condition que les bonnes politiques soient mises en place pour les autonomiser.

L'autonomisation des jeunes commence d'abord par la reconnaissance de leurs besoins, la protection et la réalisation de leurs droits et libertés. En revanche, répondre à leurs besoins nécessite des opportunités adaptées de renforcement des capacités et la mise en œuvre de politiques offrant des possibilités futures. Pour être efficace, il serait vital d'être à l'écoute des jeunes et de les engager directement dans la construction de leur propre avenir. En outre, pour autonomiser les jeunes, il faut aller au-delà des projet et des programmes de jeunesse isolés vers une vision globale de la question du développement durable et adopter des réformes pour relever les défis structurels rencontrés à divers niveaux, qu'ils soient économiques, sociaux ou politiques.

Néanmoins, en prenant en considération le rôle des jeunes, en particulier leur volonté de s'engager et de se mobiliser pendant les manifestations dans la région arabe, on peut conclure que les politiques sociales et économiques mises en œuvre depuis des années n'ont pas nécessairement autonomisées mais plutôt marginalisés les jeunes. Leurs voix et leurs besoins sont restés «ignorés» et parfois réduits au silence avec une participation civique restreinte. Cependant, il est important de noter que diverses initiatives spécialement destinées aux jeunes ont été également prises dans la région, mais qu'elles étaient toujours incapables de relever les principaux défis pour l'autonomisation des jeunes. Par exemple, des enquêtes nationales ont été menées auprès des jeunes (en Égypte et en Irak), un ministère de la jeunesse a été créé (Koweït), des stratégies nationales de développement de la jeunesse ou des plans d'action ont été adoptés dans d'autres pays (Liban et Maroc)¹, etc. Cependant, l'efficacité de ces initiatives s'est avérée limitée. Par conséquent, comme le reflète le sondage de 2016 du RADH, les jeunes continuent d'avoir des perspectives inquiétantes pour le développement dans la région. Ils identifient la situation économique (pauvreté, chômage et hausse des prix) comme le principal défi (75,77%), suivi de la corruption (14,78%), de la stabilité et la sécurité (2,99%) et de la démocratie (2,35%)².

Les jeunes de la région scandaient «pain, dignité et justice sociale» lors des nombreuses manifestations dans plusieurs pays et réclamaient des réformes des politiques sociales et économiques. Leurs appels reflètent toute la marginalisation à laquelle ils ont été confrontés, malgré les niveaux d'éducation élevés qu'ils ont acquis. Ils sont restés sans aucune possibilité de s'engager sur le marché du travail, avec l'absence de politiques de création d'emplois dans les secteurs productifs dans de nombreux pays de la région. Comme l'indiquent les statistiques, la participation des jeunes au marché du travail reste faible, de l'ordre de 24% et pire pour les femmes à 18% seulement, avec des taux de chômage élevés autour de 30%. À leur tour, face à ce chômage massif, les jeunes Arabes sont pour la plupart contraints d'accepter des emplois dans le secteur informel avec «de bas salaires, des conditions précaires du travail et un manque de protection sociale»³. Le manque de stabilité et de sécurité de l'emploi les forcent également à immigrer et à l'exode de leurs cerveaux de leur pays

¹ Note d'information de la CESAO, Récolter les fruits des transitions démographiques: Investir dans la jeunesse arabe, Note de politique sociale, N° 7 disponible sur <https://www.unescwa.org/publications/reaping-rewards-demographic-transitions-investing-arabe-jeunesse>

² <http://www.arab-hdr.org/reports/2016/english/ExecutiveENG.pdf?download>

³ CESAO (2012). Rapport IV sur la politique sociale intégrée: Marchés du travail et politique du marché du travail dans la région de la CESAO (E / CESAO / SDD / 2011/3), p. 23. New York et Genève: Nations Unies

d'origine, ce qui a un impact négatif sur le niveau et la qualité du capital humain dans la région. La perte des jeunes Arabes estimée à 10-15% en 2012 a même augmenté après les manifestations dans la région à 20-25%, puisque les jeunes recherchent de «meilleures perspectives»⁴ dans d'autres pays.

Il incombe aux États de la région arabe la responsabilité principale de créer des conditions de travail décentes pour les jeunes et de garantir le droit au travail parallèlement aux autres droits de l'homme (droits à l'éducation, à la santé et liberté d'association, expression et réunion, etc.) au profit des jeunes sans aucune discrimination. Cependant, les défis rencontrés à cet égard nécessitent une riposte globale pour y faire face, y compris la révision des politiques nationales et la garantie de partenariats régionaux et internationaux servant les intérêts communs enracinés dans les droits des peuples.

Cela nécessite de s'interroger sur le contenu et les mécanismes de coopération et de partenariat entre les pays arabes et l'Union européenne. La révision de la politique européenne de voisinage en 2011 et plus tard en 2015 a pris en compte tous ces appels. En fait, l'Union européenne, avec l'adoption de la politique européenne de voisinage révisée, a mis clairement l'accent sur la nécessité de collaborer avec les jeunes et sur le rôle important des «perspectives pour les jeunes», car cela est essentiel pour stabiliser les sociétés du voisinage. En ce qui concerne l'emploi et l'employabilité, la nouvelle politique met fortement l'accent sur les jeunes, notant que l'UE peut aider à améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre locale et à concentrer les efforts sur le développement des aptitudes et des compétences et à créer des opportunités en particulier pour les jeunes hommes et femmes. À cet égard les initiatives en matière d'éducation et de formation sont nombreuses.

Néanmoins, comme le résume le RADH, la région a besoin d'une approche plus globale; un nouveau modèle de développement qui vise à renforcer les capacités des jeunes, à dégager leur énergie et à élargir les opportunités qui s'offrent à eux, leur laissant ainsi plus de liberté pour façonner leur propre avenir et contribuer activement à leur développement dans leurs sociétés et pays⁵. De son côté, ce dispositif envisage de réviser les politiques macroéconomiques pour améliorer l'inclusion et l'égalité des chances et assurer la disponibilité et la qualité des

⁴ <http://www.middleeasteye.net/news/un-arab-brain-drain-accelerates-after-arab-spring-1752815577>

⁵ <http://www.arab-hdr.org/reports/2016/english/AHDR2016En.pdf?download>

politiques relatives à l'éducation, à la santé et à l'emploi, afin de renforcer les capacités des jeunes, les autonomiser et favoriser leur participation⁶.

Objectifs

Dans le cadre du projet *«Travail décent, protection sociale et liberté d'association au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: Se mobiliser en faveur de la justice sociale en renforçant et en promouvant le rôle des OSC, des mouvements sociaux et des syndicats indépendants dans les réformes et les changements démocratiques»*, une réunion régionale de deux jours sera organisée à Rabat au Maroc les 24 et 25 novembre 2017.

Suite à la réunion du groupe de pilotage tenue en 2016, le thème principal de l'atelier est défini sous l'intitulé : «Jeunesse et travail décent».

L'atelier réunira des représentants de la société civile et des partenaires du projet pour discuter des questions clés relatives à la jeunesse dans la région et des impacts des politiques de l'UE sur l'autonomisation des jeunes. La conférence considérera les jeunes comme des médiateurs clés du changement dans la région et discutera des recommandations politiques pour relever les défis auxquels sont confrontés les jeunes et parvenir à un développement durable. Une session de plaidoyer sera organisée pour partager les expériences et les meilleures pratiques en matière de plaidoyer, mais aussi pour planifier la promotion de la jeunesse et du travail décent au niveau de l'UE.

Participants

Un groupe de pilotage a été constitué pour organiser l'événement, composé des organisations suivantes: SOLIDAR, ANND (Partenaire régional), MPDL (Point focal au Maroc), ESPACE ASSOCIATIF (Membre de l'ANND au Maroc), BADESS, REMAJEC (membres marocains du programme). Le groupe de pilotage planifiera la conférence et proposera une liste de participants. Les participants seront sélectionnés sur la base de critères spécifiques, en respectant l'âge, le sexe et la représentation géographique. L'expertise et l'expérience sur le thème, à savoir les jeunes et le travail décent, y compris la recherche, l'analyse, le suivi et le plaidoyer, seront également un déterminant essentiel.

⁶ <http://www.arab-hdr.org/reports/2016/english/AHDR2016En.pdf?download>